

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria  
semaine du 25 juin au 3 juillet 2026

### *English summary*

#### *South Africa*

- Anti-immigration protests disrupt economic activity: Xenophobic protests have begun affecting small businesses and cross-border trade, despite evidence that migrants make a positive contribution to employment and entrepreneurship.
- Manufacturing activity contracts in June: The Absa PMI fell back into contraction (47.3) as weaker demand weighed on new orders, although lower energy prices improved business expectations.
- SACU advances regional integration: Member states reaffirmed their commitment to AfCFTA implementation, regional value chains and industrialisation at the 9th SACU Summit.
- 330 MW Impofu wind farm enters operation: The project will supply renewable electricity to Sasol and Air Liquide, supporting industrial decarbonisation and South Africa's growing corporate renewable energy market.
- South32 sells aluminium business to Alcoa: The USD 5.6bn deal includes the Hillside smelter in South Africa and reflects South32's strategic shift towards critical minerals.

#### *Angola*

- Oil windfall supports debt reduction: Higher oil revenues are being used to finance the budget, reduce public debt and limit new borrowing.
- Luanda to host African Blue Economy Week: The summit will focus on translating blue economy strategies into concrete investment and governance initiatives.
- Togo becomes Angola's largest supplier: Togo overtook China as Angola's leading source of imports in May, driven by refined fuel shipments.

## **Botswana**

- Growth rebounds in Q1 2026: GDP expanded by 3.5% y/y, supported by stronger diamond production and utilities despite weak domestic demand.

## **Malawi**

- Mercuria finances Kayelekera uranium mine: The Swiss trader signed its first uranium financing agreement with Lotus Resources to support production at the Kayelekera mine.
- Corruption weighs on investment: A World Bank report identifies corruption and governance weaknesses as the main obstacles to private sector investment.

## **Namibia**

- Growth slows as mining contracts: GDP growth eased to 2.0% y/y in Q1 2026 as weaker mining output offset solid services growth.
- Paratus and Eutelsat expand satellite internet: The partnership aims to improve connectivity in remote areas through low-earth orbit satellite services.
- New desalination plant launched: NamWater and Swakop Uranium will develop a new desalination facility to meet rising water demand from mining and industry.

## **Zambia**

- Debt swap finances energy investment: An AfDB-backed debt-for-development swap will redirect USD 275m in fiscal savings towards energy infrastructure.
- Authorities prepare for El Niño: The government is strengthening agricultural resilience ahead of a likely 2026/27 El Niño episode.
- Chinese miner resumes operations despite suspension: U-Metals has reportedly restarted mining despite a court-ordered suspension, raising renewed concerns over environmental compliance and sector governance.

## Sommaire :

### Afrique du Sud

- Les manifestations xénophobes perturbent l'activité économique
- L'activité manufacturière sud-africaine se contracte de nouveau en juin
- La SACU accélère son agenda d'intégration régionale et d'industrialisation
- Mise en service du parc éolien Impofu de 330 MW pour décarboner les activités d'Air Liquide et Sasol
- South32 vend la quasi-totalité de son activité aluminium, dont la fonderie de Hillside (Richards Bay), à l'américain Alcoa pour 5,6 Mds USD

### Angola

- Pétrole : l'Angola profite de la manne pour freiner sa dette
- Économie bleue : Luanda accueillera la 3ème African Blue Economy Week
- Commerce extérieur : Le Togo détrône la Chine comme premier fournisseur de l'Angola

### Botswana

- Rebond de la croissance au 1er trimestre 2026, porté par les services publics et le commerce de diamants

### Malawi

- Le trader suisse Mercuria signe son premier accord de financement de l'uranium avec Lotus Resources
- La corruption croissante freine l'investissement au Malawi selon la Banque Mondiale

### Namibie

- Ralentissement de la croissance à 2,0 % au 1er trimestre 2026, en lien avec le recul du secteur minier
- Eutelsat et Paratus renforcent l'accès à l'internet par satellite en Namibie
- Swakop Uranium, filiale du groupe chinois CGN, lance son propre projet d'usine de dessalement en partenariat NamWater

### Zambie

- Un échange de dette soutenu par la BAFD finance les investissements énergétiques
- La Zambie renforce sa préparation face à un probable épisode El Niño en 2026/2027
- Une société minière chinoise reprend illégalement ses activités à Chingola malgré une suspension judiciaire

# Afrique du Sud

## Les manifestations xénophobes perturbent l'activité économique

Les manifestations xénophobes du 30 juin ont commencé à affecter l'activité des petites entreprises. Les tensions perturbent également les transports transfrontaliers, notamment vers le Mozambique et le Zimbabwe. Ces événements contrastent avec les données disponibles sur l'impact économique de l'immigration. Selon la Banque mondiale (2018), chaque travailleur migrant employé contribue à la création de deux emplois pour des Sud-Africains. Selon des chercheurs de l'Université du Witwatersrand, le taux de chômage ne diminuerait par ailleurs que de 6 points de pourcentage si tous les emplois occupés par des étrangers étaient attribués à des Sud-Africains. Les migrants sont également plus nombreux à créer leur entreprise (25 % sont travailleurs indépendants, contre 16 % des Sud-Africains), soutenant ainsi l'activité économique et l'emploi local.

## L'activité manufacturière sud-africaine se contracte de nouveau en juin

L'indice *Absa Purchasing Managers' Index* (PMI), principal indicateur avancé de l'activité manufacturière en Afrique du Sud, n'a atteint que 47,3 points en juin, contre 50,8 points en mai, repassant ainsi sous le seuil de 50 qui indique une contraction de l'activité. Ce repli reflète un affaiblissement de la demande, les industriels ayant signalé une baisse des nouvelles commandes, certains clients reportant leurs achats dans l'attente d'une nouvelle diminution des prix. En parallèle, le recul des cours du pétrole consécutif à

l'accord de cessez-le-feu entre les États-Unis et l'Iran a entraîné une forte baisse des coûts des intrants, laissant penser que les pressions inflationnistes ont atteint leur pic en avril-mai.

Les perspectives à moyen terme se sont toutefois améliorées : l'indice mesurant les anticipations d'activité à six mois a progressé de 52,9 à 56,6 points, soutenu par l'apaisement des tensions géopolitiques et la baisse des prix de l'énergie. Les industriels demeurent néanmoins prudents, les manifestations anti-immigration organisées le 30 juin ayant été citées parmi les principaux facteurs de risque.

## La SACU accélère son agenda d'intégration régionale et d'industrialisation

Réunis lors du 9<sup>ème</sup> Sommet de la SACU, ses cinq États membres (Afrique du Sud, Botswana, Eswatini, Lesotho et Namibie) ont réaffirmé leur engagement en faveur d'une intégration économique plus poussée. Les dirigeants ont confirmé que tous les États membres appliquaient désormais les concessions tarifaires prévues par l'AfCFTA, qui couvre 55 pays, 1,4 milliard de consommateurs et un marché de plus de 3 400 Md USD de PIB. La SACU a également annoncé le lancement de travaux sur des chaînes de valeur régionales dans les secteurs des engrais, de l'agrochimie, des semences, de l'automobile et des batteries, et l'organisation d'ici fin 2026 d'un forum régional d'investissement visant à mobiliser des capitaux. Dans un contexte de ralentissement de la croissance mondiale, la croissance du bloc est attendue à 2,6 % en 2026 puis à 2,1 % en 2027, soulignant l'importance de l'industrialisation et du commerce

intra-africain comme moteurs de résilience économique.

### **Mise en service du parc éolien Impofu de 330 MW pour décarboner les activités d'Air Liquide et Sasol**

Le cluster éolien Impofu d'une capacité totale de 330 MW est officiellement entré en exploitation commerciale dans les municipalités de Kouga et de Nelson Mandela Bay (Cap-Oriental). Ce projet a été développé par Enel Green Power SA, filiale locale du groupe italien. Il est composé de trois parcs distincts : Impofu Nord, Impofu Est et Impofu Ouest (chacun de 110 MW), doit fournir de l'électricité renouvelable à l'entreprise sud-africaine Sasol et au groupe français Air Liquide dans le cadre de contrats d'achat d'électricité (PPA), en *wheeling* via le réseau de transport de la National Transmission Company South Africa (NTCSA).

Capable de générer environ 1 030 GWh par an, ce qui équivaut à la consommation annuelle de 490 000 foyers sud-africains, il doit également réduire les émissions de gaz à effet de serre de plus de 1,1 million de tonnes par an. Le raccordement du parc au réseau électrique national a nécessité la construction d'une ligne aérienne haute tension de 116 km (132 kV), présentée comme la plus longue ligne électrique privée jamais construite en Afrique du Sud.

Ce projet illustre l'essor du marché sud-africain des énergies renouvelables destinées aux clients industriels et commerciaux, favorisé par les réformes réglementaires ayant supprimé l'obligation de licence pour les projets de production de grande taille.

### **South32 vend la quasi-totalité de son activité aluminium, dont la fonderie de Hillside (Richards Bay), à l'américain Alcoa pour 5,6 Mds USD**

Le groupe australien South32 a annoncé la cession de la quasi-totalité de ses actifs dans l'aluminium au groupe américain Alcoa pour un montant d'environ 4,8 Mds EUR. L'opération comprend notamment la fonderie sud-africaine de Hillside, située à Richards Bay, ainsi que d'autres actifs au Brésil et en Australie. Fondée il y a 30 ans, Hillside est le plus grand producteur d'aluminium primaire de l'hémisphère sud. L'objectif de South32 est de se recentrer stratégiquement sur les métaux de base critiques pour la transition énergétique, tels que le cuivre et le zinc.

Cette acquisition renforce la présence industrielle américaine dans une filière stratégique, en cohérence avec la volonté des États-Unis de consolider leur position dans les chaînes de valeur des industries extractives et l'industrie lourde.

En revanche, la fonderie mozambicaine Mozal (détenue à 63,7 % par South32) est exclue de la transaction. Mise à l'arrêt en mars 2026 à la suite de l'échec des négociations sur son approvisionnement électrique, elle fait actuellement l'objet de discussions en vue d'une cession indépendante. Son avenir dépendra largement de la capacité d'un éventuel repreneur à sécuriser un accès à l'électricité à prix compétitif, principal facteur de coût de cette installation.

# Angola

## **Pétrole : l'Angola profite de la manne pour freiner sa dette**

L'Angola met à profit les recettes exceptionnelles générées par la hausse des prix du pétrole pour financer une partie du budget général de l'État, limitant ainsi le recours à l'endettement. La ministre des Finances, Vera Daves de Sousa, a indiqué que cette stratégie avait permis d'accélérer la réduction de la dette publique, tout en préservant la soutenabilité des finances publiques. Dans cette logique, l'Angola cherche à racheter une partie de sa dette existante à court terme et privilégie désormais des prêts à plus longue maturité plutôt que de nouvelles dettes à court terme, qui exercent une pression plus forte sur les finances publiques. L'objectif est de dégager davantage de marge de manœuvre budgétaire. Le gouvernement reste néanmoins prudent face aux fortes variations possibles des prix du pétrole et a préparé des mesures de contingence à activer en cas de baisse soudaine des cours.

## **Économie bleue : Luanda accueillera la 3<sup>ème</sup> African Blue Economy Week**

Luanda accueillera, du 22 au 25 juillet 2026, la 3<sup>ème</sup> African Blue Economy Week, coorganisée par le gouvernement angolais et la Commission de l'Union africaine. Placé sous le thème *From Strategy to Action : Political Leadership for the Transformation of Africa's Blue Economy*, le sommet vise à passer des stratégies aux engagements concrets en matière de gouvernance océanique. Le programme comprendra des panels

techniques et scientifiques, des forums d'investissement et des rencontres ministérielles de haut niveau. Les échanges mettront notamment l'accent sur la lutte contre la pêche illégale, la résilience des communautés côtières et l'intégration des jeunes et des femmes dans les chaînes de valeur de l'économie bleue. Pour l'Angola, l'événement constitue aussi une occasion de valoriser son potentiel maritime et de renforcer son rôle dans les discussions continentales sur l'économie bleue.

## **Commerce extérieur : Le Togo détrône la Chine comme premier fournisseur de l'Angola**

Le Togo est devenu en mai 2026 le premier fournisseur de l'Angola, représentant 16,65 % de ses importations, devant la Chine (16,38 %), selon l'Institut National de la Statistique. Les importations en provenance du pays ont bondi à 265 milliards de kwanzas (254 M EUR), portées par la forte hausse des achats de pétrole, combustibles et gaz raffinés, qui ont progressé de 179,4 % sur un an et représentent désormais 37,6 % des importations angolaises. Le Portugal recule à la quatrième place derrière les Pays-Bas, tandis que l'Arabie saoudite fait une entrée remarquée dans le top 5 des fournisseurs. Malgré un recul mensuel de son excédent commercial, l'Angola a conservé en mai un solde positif de 1,07 billion de kwanzas (1,03 Md EUR), avec une Chine qui demeure de loin son premier client, absorbant 56,5 % des exportations.

## Botswana

### **Rebond de la croissance au premier trimestre 2026, porté par les services publics et le commerce de diamants**

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsBots), le PIB réel du Botswana a progressé de 3,5 % en glissement annuel au 1er trimestre 2026, contre une contraction de 0,3 % un an plus tôt. Ce rebond s'explique principalement par la reprise de la production de diamants (+60,5 %), ainsi que par la forte progression enregistrée dans les secteurs de l'eau et de l'électricité (+87,4 %), soutenue par une hausse de la production nationale. À l'inverse, les secteurs de l'agriculture (-3,4 %) et de la construction (-1,3 %) ont pesé sur l'activité, le recul de l'activité agricole étant notamment lié aux restrictions imposées en raison de la fièvre aphteuse et à la baisse des exportations de bœuf vers les marchés européens. Du côté de la demande, la consommation finale (-1,4 %) et l'investissement (-10,4 %) se sont contractés, tandis que les exportations (-36,5 %) et les importations (-11,2 %) ont fortement reculé, témoignant de la faiblesse persistante de la demande intérieure et extérieure malgré le rebond de l'activité.

## Malawi

### **Le trader suisse Mercuria signe son premier accord de financement de l'uranium avec Lotus Resources**

La société australienne Lotus Resources a conclu un accord de principe avec le négociant suisse Mercuria portant sur le financement de la mine d'uranium de Kayelekera. En contrepartie d'un financement pouvant atteindre

26 M EUR, Mercuria commercialisera jusqu'à 3 millions de livres d'uranium sur une période de 30 mois. Cet accord doit notamment permettre de financer la remise en état des installations de la mine après une interruption temporaire de la production. Cet accord marque la toute première incursion du géant suisse du négoce de matières premières dans le secteur du financement de l'uranium. Les liquidités seront accessibles au plus tôt en septembre 2026, au moment du premier chargement physique au port d'expédition.

Si Mercuria assurera la commercialisation d'une partie de la production, Lotus conservera la maîtrise de ses contrats de vente existants, notamment avec le groupe américain Constellation Energy, principal acheteur de l'uranium de Kayelekera. L'accord contribue ainsi à sécuriser l'approvisionnement d'un acteur clé du secteur nucléaire américain, en ligne avec les efforts des États-Unis pour sécuriser leur accès à des sources d'uranium.

La mine de Kayelekera avait initialement produit environ 11 millions de livres entre 2009 et 2014 avant d'être mise à l'arrêt prolongé en raison de la chute des cours mondiaux de l'uranium. Rachetée en 2020 par Lotus Resources, celle-ci a redémarré la production en août 2025. L'activité a été brièvement suspendue en juin 2026 en raison de pénuries d'acide sulfurique liées aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient et à des réparations techniques sur le four à soufre. Le projet vise une production annuelle stable de 2,4 millions de livres d'uranium.

## La corruption croissante freine l'investissement au Malawi selon la Banque Mondiale

La Banque Mondiale estime, dans un récent rapport sur le climat des affaires au Malawi (*Malawi – Country Private Sector Diagnostic*), que la corruption et les faiblesses de gouvernance constituent désormais les principaux obstacles à l'investissement privé, devant les difficultés liées à l'accès à l'électricité, aux transports ou à la fiscalité. Les demandes de pots-de-vin, l'opacité des procédures administratives et l'insécurité réglementaire accroissent les coûts des entreprises et découragent les investissements, en particulier ceux des PME. 61% des entreprises interrogées indiquent devoir payer des pots-de-vin pour l'obtention d'autorisations administratives, 25 % d'entre elles admettant en avoir versé au moins une fois.

## Namibie

### Ralentissement de la croissance à 2,0 % au premier trimestre 2026, en lien avec le recul du secteur minier

Selon l'agence nationale des statistiques (NamStats), le PIB réel de la Namibie a progressé de 2,0 % en glissement annuel au 1er trimestre 2026, contre 2,8 % un an plus tôt. Le ralentissement de l'activité s'explique principalement par la contraction du secteur minier, qui a pesé sur la croissance (-12,2 %, soit une contribution négative de -1,6 point). Les services sont restés le principal moteur de l'économie. Le secteur tertiaire a ainsi enregistré une progression de 5,1 %, portée notamment par le commerce (+9,3 %, +0,9 point), les

services financiers (+7,2 %, +0,5 point), la santé (+6,4 %, +0,4 point), l'éducation (+4,6 %, +0,4 point) et l'administration publique (+3,7 %, +0,4 point). Les secteurs secondaire (-3,1 %) et primaire (-5,7 %) ont en revanche enregistré une contraction. Bien que les perspectives à moyen terme demeurent soutenues par les investissements dans les secteurs minier, énergétique et des infrastructures, notamment dans l'exploration pétrolière offshore et l'hydrogène vert, la dépendance de l'économie namibienne aux matières premières continue de l'exposer à la volatilité des prix internationaux et des niveaux de production.

### Eutelsat et Paratus renforcent l'accès à l'internet par satellite en Namibie

Le groupe namibien Paratus a annoncé l'extension de son offre d'internet par satellite en partenariat avec Eutelsat OneWeb, l'un des plus grands opérateurs de satellites au monde, basé en France. Ce lancement doit améliorer la connectivité des entreprises et des zones mal desservies du pays. Cette solution s'appuie sur la constellation de satellites en orbite basse (LEO) d'Eutelsat OneWeb, qui offre des débits élevés et une faible latence, adaptés notamment aux secteurs minier, agricole, énergétique et aux administrations opérant dans des régions isolées.

Ce déploiement intervient alors que le marché africain de l'internet satellitaire est dominé par Starlink, dont l'expansion rapide sur le continent a profondément modifié le secteur. En Namibie, toutefois, Starlink ne peut toujours pas opérer : en mars 2026, l'Autorité de régulation des communications en Namibie (CRAN) a

rejeté sa demande de licence au motif que l'entreprise ne respecte pas les exigences nationales imposant une participation majoritaire namibienne dans les opérateurs de télécommunications.

Un blocage similaire existe pour Starlink en Afrique du Sud, où l'entreprise refuse de s'associer à un partenaire local ni de conformer aux exigences de *black economic empowerment* (BEE). Des mesures de compensations (offset) financières seraient néanmoins à l'étude.

### **Swakop Uranium, filiale du groupe chinois CGN, lance son propre projet d'usine de dessalement en partenariat NamWater**

Le gouvernement namibien a officiellement lancé le projet de construction d'une seconde usine de dessalement dans la région d'Erongo, lors d'une cérémonie présidée par le Premier ministre Elijah Ngurare. Le projet sera développé par une coentreprise réunissant NamWater, l'entreprise publique chargée de l'approvisionnement en eau, et Swakop Uranium, filiale du groupe chinois CGN, exploitant de la mine d'uranium de Husab. Cette nouvelle infrastructure doit permettre de répondre à la hausse de la demande en eau liée à l'expansion des activités minières, industrielles et urbaines dans l'ouest du pays. Elle rentre néanmoins en concurrence avec l'usine existante de Wlotzkasbaken, détenue par le français Orano et opérée par le sud-africain Nafasi Water, qui approvisionne actuellement l'ensemble des mines et des agglomérations de la région.

Au-delà des enjeux de sécurité hydrique, ce projet illustre le renforcement de l'influence chinoise dans les infrastructures stratégiques namubiennes. Déjà très présent dans le secteur de l'uranium, CGN consolide ainsi son ancrage dans la région d'Erongo, où les besoins en eau devraient continuer de croître sous l'effet du développement des activités minières, portuaires et des futurs projets énergétiques.

## Zambie

### **Un échange de dette soutenu par la BAfD finance les investissements énergétiques**

La Zambie consacrera 275 M USD d'économies budgétaires au développement des infrastructures énergétiques dans le cadre d'un échange « dette contre développement » soutenu par la Banque africaine de développement (BAfD). L'opération, qui combine un prêt de 600 M USD de la BAfD et l'utilisation de ressources budgétaires, a permis le rachat d'un eurobond de 1,36 Md USD, réduisant la charge du service de la dette et réorientant les marges budgétaires nouvellement créées vers l'amélioration de l'accès à l'électricité, de la fiabilité du réseau et de l'efficacité du système électrique. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie de 15 ans visant à renforcer durablement le secteur de l'énergie et pourrait servir de modèle à d'autres pays africains souhaitant concilier assainissement budgétaire et investissement dans les infrastructures.

## **La Zambie renforce sa préparation face à un probable épisode El Niño en 2026/2027**

Les autorités zambiennes intensifient leurs préparatifs en prévision d'un probable épisode El Niño au cours de la campagne agricole 2026/2027, qui débutera en octobre, afin de préserver la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des agriculteurs. Le ministère de l'Agriculture a élaboré un cadre global de réponse pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, axé sur des interventions précoces, une meilleure coordination entre les parties prenantes et le retour d'expérience des précédents chocs climatiques. Les principales mesures prévues comprennent la promotion de l'agriculture de conservation, le recours à des variétés de cultures résistantes à la sécheresse et à cycle court, le développement de l'irrigation ainsi que le renforcement des systèmes de collecte des eaux de pluie. Cette mobilisation s'inscrit dans le prolongement de la grave sécheresse provoquée par El Niño en février 2024, qui avait conduit à la déclaration de l'état de catastrophe nationale après avoir touché 84 des 116 districts du pays.

## **Une société minière chinoise reprend illégalement ses activités à Chingola malgré une suspension judiciaire**

La société chinoise U-Metals Group a repris ses activités d'extraction de cuivre dans la région de Chingola (Copper Belt) alors qu'une décision de justice lui interdit toujours toute exploitation. En août 2025, le ministre de l'Économie verte et de

l'Environnement de l'époque, Mike Mposha, avait ordonné l'arrêt immédiat et jusqu'à nouvel ordre des opérations de U-Metals. Les inspections gouvernementales ont révélé que le bassin de décantation des résidus miniers (*tailings dam*) de l'entreprise avait été construit à moins de 50 mètres du ruisseau Kalilo, un affluent direct de la rivière Kafue.

Cette installation défectueuse présentait des risques critiques pour la santé publique et l'écosystème local en raison de fuites de déchets acides. Selon plusieurs médias locaux, l'entreprise aurait néanmoins repris discrètement ses activités, suscitant de vives critiques de la société civile et des élus locaux. Le 18 février 2025, un barrage similaire géré par le chinois Sino-Metals Leach avait rompu, déversant environ 50 M litres de déchets acides et toxiques dans la rivière Kafue, ce qui avait causé une controverse nationale.

Cette affaire intervient dans un contexte de reprise de la politique minière du gouvernement de Hakainde Hichilema, qui cherche à renforcer la gouvernance du secteur et à restaurer la confiance des investisseurs après plusieurs années de contentieux. Les autorités ont multiplié les inspections environnementales et affichent leur volonté de mieux faire respecter les règles applicables aux opérateurs miniers, y compris étrangers. La création de la *Minerals Regulation Commission* (MRC), désormais opérationnelle, doit permettre de mieux faire appliquer la réglementation du secteur.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

[jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr](mailto:antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : [jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr](mailto:antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr)